DIAL 3370 - Cahiers de la Mémoire et de la Vérité, volume IV

Prix Nobel de la paix : L'implication de la dictature militaire brésilienne contre la nomination de Dom Helder Camara. Première partie

Commission d'État de la Mémoire et de la Vérité Dom Helder Camara, Secrétariat du Cabinet civil, Gouvernement de l'État de Pernambouc

lundi 9 mai 2016, mis en ligne par Dial

[>> *Retour au sommaire*.]

> Une de mes envies d'arriver à l'infini, c'est l'espoir que là, au moins, les lignes parallèles s'y rencontrent.
> Dom Helder Camara.

1.1. Les origines, le sacerdoce, l'option pour les pauvres

Helder Pessoa Camara a très tôt révélé son penchant pour le sacerdoce. Il est entré au séminaire à l'âge de 14 ans et, avec une autorisation spéciale du Vatican, il a été ordonné prêtre à seulement 22 ans et demi, bien en dessous de l'âge exigé par le Code de droit canonique (CDC) pour une ordination : 24 ans. Né le 7 février 1909 et décédé le 27 août 1999, il a vécu pratiquement tout le XXe siècle, avec ses conflits, ses affrontements politiques et ses alternatives idéologiques et philosophiques qui allaient diviser parfois violemment les hommes de sa génération et de son époque.

À Fortaleza, le Père Helder a participé à de nombreuses activités religieuses, en développant le dialogue avec les ouvriers, les mouvements politiques et intellectuels intégralistes. Pendant un temps, sans doute mu par un sentiment anticommuniste commun dans les milieux catholiques, soit par aspiration à une société communautaire basée sur les valeurs de la famille et soutenue par un autoritarisme dirigiste, soit par adhésion à un nationalisme à forte coloration émotionnelle, il a adhéré à l'Action intégraliste brésilienne (ABI) comme du reste, et pour des raisons très variées, une partie de la jeunesse d'alors avait embrassé les idéaux communistes ou socialistes.

Les décennies de 1920 et 1930 ont été d'une grande ébullition politique dans le pays, qui inquiétait et troublait les esprits, surtout la jeunesse. À cette époque, écrit le journaliste Nagib Jorge Neto rapporte :

> [...] La prédication intégraliste a attiré beaucoup de jeunes car elle était virulente dans la condamnation du capitalisme et l'exaltation du sentiment national [...] La forme du message captivait les jeunes et c'est ainsi (aussi bien l'avocat et ancien député du Pernambouc, Paulo Cavalcanti, que Dom Helder) qu'ils sont entrés dans ce mouvement, ont défilé au son des tambours, mais bientôt ils ont perçu les contradictions de la doctrine, et de la pratique [...] Malgré des chemins différents – dans le

> cas de Paulo Cavalcanti et aussi de Dom Helder – il est resté de cet enchantement le goût pour les luttes de libération, les idéaux de liberté et de fraternité. La ligne de pensée est restée identique à l'option pour les pauvres, et proche dans ses idées et propositions pour transformer le pays. [1]

Son talent pour le service public se révélera très tôt. En juin 1935, à l'âge de 26 ans, il accepte l'invitation du médiateur de l'État d'alors, Menezes Pimentel, de prendre la tête de la Direction de l'instruction publique de l'État de Ceará. Il fait partie de la Légion céarienne du travail (1931), des Cercles ouvriers, de la Jeunesse ouvrière catholique (1931), du Syndicat des ouvrières catholiques (1933) et de la Loge des professeurs catholiques du Ceará. Il part à Rio de Janeiro en 1936, pour occuper le poste d'assistant technique du Secrétariat de l'éducation. Peu après, il travaille directement avec Dom Sebastião Leme, en s'attaquant à la tâche d'une plus grande implication de l'Église dans la société et dans la politique, des objectifs adoptés par le Cardinal de Rio de Janeiro, comme le signale le P. José Comblin :

> Lorsque Dom Helder a été ordonné prêtre en 1931, le plan pastoral de Dom Leme – qui n'était jamais que celui des orientations définies par l'épiscopat après la séparation de l'Église et de l'État – était déjà en cours. Le plan visait à rétablir le pouvoir de l'Église dans la nouvelle structure qui lui avait été imposée. La reconquête se ferait par l'action directe sur les élites dirigeantes du pays, au moyen surtout des collèges catholiques qui devaient transformer les enfants de la République en acteurs politiques, en seigneurs de la terre, et en maîtres du pouvoir sous toutes ses formes. Les évêques ont rapidement perçu les talents du jeune Dom Helder et ont décidé de les mettre au service de leur politique : action dans le monde de la politique au moyen de la Ligue électorale catholique (LEC), action sur l'opinion publique grâce à la presse, action auprès de la nouvelle classe dirigeante grâce à l'éducation catholique. Le jeune Helder s'est lancé dans ce programme épiscopal avec tout son enthousiasme. Sa personnalité était si exceptionnelle que le succès fut immédiat et il aurait pu être le continuateur naturel de Dom Leme. Il serait devenu le leader d'une chrétienté restaurée, dominant l'État avec son pouvoir culturel comme en d'autres temps et influençant d'une manière décisive le pouvoir politique. Helder était déjà bien introduit auprès des élites. Les positions qu'il occupait au sein du système éducatif national l'ont mis rapidement en contact avec les personnes les plus importantes de la société et de l'État brésilien de cette époque. Toutes les portes à Rio de Janeiro et au Brésil lui étaient ouvertes […]. [2]

Le 20 avril 1952, Helder Camara a été sacré évêque. Il est devenu évêque auxiliaire de Rio de Janeiro, le 2 avril 1955, où il est resté pendant neuf ans. Pendant cette période, il s'est consacré intensément aux pastorales sociales de l'Église, en fondant la Croisade Saint-Sébastien pour faire face au problème des favelas de Rio de Janeiro, et peu après, en créant la Foire [3] et la Banque de La Providence [4], pour apporter des ressources financières aux œuvres d'assistance du diocèse. Pendant cette période il s'est occupé directement de l'Action catholique qui intégrait la Jeunesse ouvrière catholique (JOC). À la mort prématurée de Dom Carlos Coelho, archevêque d'Olinda et Recife, en mars 1964, il a été nommé pour cet archidiocèse par le Pape Paul VI.

Dom Helder prit sa fonction le 11 avril 1964, quelques jours après le coup d'État militaire. Il dût donc affronter presque immédiatement une conjoncture politique particulièrement difficile. À sa prise de fonction, il a prononcé un discours symbolique et prémonitoire sur ce que serait son programme pastoral au sein de l'archidiocèse d'Olinda et Recife :

> Que personne ne soit surpris de me voir avec des personnes réputées séductrices ou dangereuses, de droite et de gauche, du pouvoir ou de l'opposition, antiréformistes ou réformistes, antirévolutionnaires ou révolutionnaires, réputées de bonne ou de mauvaise foi. Que personne n'essaie de m'enfermer dans un groupe, de me lier à un parti ou que je partage ses inimitiés. Ma porte et mon cœur seront ouverts à

> tous, absolument à tous. Le Christ est mort pour tous les hommes : je ne dois exclure personne du dialogue fraternel. [5]

1.2. Le Congrès eucharistique et la CNBB

La vie religieuse de Dom Helder a été marquée par un engagement intense dans les changements politiques et institutionnels de son Église, où il assumait très souvent les positions les plus tranchées.

En 1952 [6] le P. Helder Camara a présenté au secrétaire d'État du Vatican, Mgr Giovanni Montini, qui allait devenir le pape Paul VI, un projet de création d'une Conférence nationale des évêques du Brésil (CNBB). Il est devenu le premier secrétaire général de la CNBB fondée le 14 octobre 1952 au Palais São Joaquim, siège de l'archidiocèse de Rio de Janeiro. Entre 1952 et 1964, il a occupé cette fonction où il exercera une inégalable autorité, en créant un consensus et en prenant des positions, comme le décrivent Nelson Piletti et Walter Praxedes :

> Parallèlement à la préparation de l'établissement de la CNBB, l'action de Dom Helder a préfiguré les deux empreintes qu'il imprimera à l'Église du Brésil à partir des années 1950 : action conjointe de l'épiscopat national et redéfinition de la collaboration entre l'Église et l'État […] Cette habile initiative a été très importante pour lui, car c'est à partir d'elle que Dom Helder a pu grandir et se développer avec son esprit de meneur charismatique. [7]

En 1955, il s'était profondément impliqué dans l'organisation du 36e Congrès eucharistique international qui a eu lieu en juillet de cette année-là à Rio de Janeiro. Fondamental dans l'histoire du catholicisme brésilien, l'événement est devenu pour Dom Helder un point d'inflexion de son engagement dans le monde, un point de départ pour son adhésion à une vision nouvelle de la société et de son Église :

> La conversion de 1955, à l'occasion du Congrès eucharistique international est bien connue et elle a été maintes fois décrite. Il n'est pas utile de répéter ce qui a été dit et écrit. Là s'est produite sa conversion envers les pauvres. Ce fut alors que Dom Helder a commencé à découvrir un autre monde et qu'il a pris des distances toujours plus importantes vis-à-vis de son projet antérieur. Ceci s'est produit d'une telle façon que la coexistence avec Dom Jaime est devenue de plus en plus difficile et que le cardinal a fini par demander que Dom Helder soit retiré de l'archidiocèse. La même mystique qu'il dédiait au pouvoir de l'Église, il la consacrait désormais au service des pauvres. Cette conversion s'est développée progressivement. Helder n'avait pas tout compris, tout de suite. Mais ses yeux s'étaient ouverts et il a commencé à voir le monde d'une autre façon, et ce fut le début d'un nouveau processus qu'il a parcouru par étapes. Après avoir découvert la misère des favelas et la nécessité de faire quelque-chose – et c'est pour cela qu'il a pensé à la Croisade Saint-Sébastien – Dom Helder s'est aperçu peu à peu de la complexité du problème et que la pauvreté était liée à la structure de la société. À cet égard, l'évolution de l'Action catholique, la préparation du Concile Vatican II, la personnalité de Jean XXIII, l'influence du P. Gauthier et du P. Lebret, des évêques du Pacte des catacombes à Rome, du cardinal Lercaro et l'évidence scandaleuse de l'oppression des pauvres par les détenteurs du pouvoir, ont marqué les étapes d'un processus progressif et décisif qui est arrivé à son terme dans les années 70. [8]

C'est pendant le 36e Congrès eucharistique à Rio de Janeiro en 1955 que s'est tenue la première Conférence générale de l'épiscopat latino-américain [9]. La réunion a donné lieu à la création du Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), une institution permanente dont le siège est à Bogotá et qui

représente tous les évêques du continent ; Dom Helder en a occupé la seconde vice-présidence de 1958 à 1963 et la présidence, de 1963 à 1965. Ces deux institutions, la CNBB et le CELAM, ont été par la suite importantes pour l'implantation et l'assimilation des résolutions du Concile Vatican II (1962-1965), de Medellín (1968) et de Puebla (1979) :

> Une innovation-clé fut la création en 1952 de la CNBB, une des premières conférences épiscopales du monde moderne et une des bases du progressisme catholique brésilien. Dom Helder, avec d'autres évêques du Nord-Est, sa terre natale, et un petit groupe de prêtres et de volontaires laïques ont dominé la CNBB pendant la période où il a occupé la charge de secrétaire général (1952-1964). La CNBB s'est employée à la défense de l'Église au niveau national et international, elle a organisé des assemblées biannuelles (et plus tard, annuelles) et a porté de nombreux problèmes ecclésiaux, y compris celui de l'instauration nécessaire de stratégies pastorales et de politiques nationales. Plus important encore, elle a défendu le nationalisme économique comme chemin vers le progrès social. Dom Helder a aussi contribué à fonder le Conseil épiscopal latino-américain (CELAM), inauguré à la suite du Congrès eucharistique international de 1955. Lors de la IIe assemblée générale du CELAM, en 1968 à Medellín, en Colombie, les évêques ont rédigé une déclaration dans laquelle ils appelaient à la justice sociale et condamnaient le sous-développement et la violence en Amérique latine. Cette déclaration a lancé la théorie de la libération et l'Église progressiste sur le continent. Medellín a marqué le début de la célèbre « décennie glorieuse » des innovations au sein de l'Église latino-américaine. [10]

1.3. Vatican II et le Pacte des catacombes

Sous la direction du pape Jean XXIII [11], le Saint-Siège a réuni le Concile Vatican II avec comme but de mettre à jour l'Église catholique face aux défis de la modernité. En 1962, le Concile œcuménique a changé définitivement la face de l'Église, en inscrivant dans son agenda de réflexions et dans son action religieuse des thèmes et des valeurs peu défendues et même jusqu'il y a peu récusées par certains secteurs du catholicisme, telles que la démocratie, la tolérance, l'œcuménisme, la liberté religieuse, la liberté de conscience. Dans les réunions et les débats qui ont suivi, les évêques progressistes discutaient des voies et des méthodes qui favorisaient l'avènement d'une Église dépouillée de ses richesses et de ses fastes ; plus cohérente donc avec les vœux de pauvreté et de solidarité envers les défavorisés avec lesquels elle devait, selon le message de l'Évangile, être naturellement liée.

Personnalité charismatique et rassembleuse, habile négociateur, Dom Helder Camara – déjà internationalement connu pour ses positions sociales – a déployé une énergie intense pendant le Concile et a été l'un des principaux organisateurs du Pacte des catacombes [12], un document signé le 16 novembre 1965 par 42 évêques de 25 pays différents représentant les 5 continents et composé de 13 points dans lesquels les signataires s'engageaient à placer les pauvres au centre de leur ministère pastoral, à mener une vie humble et à renoncer à tous les privilèges et fastes du pouvoir [13].

1.4. Les Conférences de Medellín (1968) et de Puebla (1979)

Les grandes thèses adoptées par Vatican II sont réaffirmées et approfondies lors des rencontres du CELAM à Medellín, en Colombie, en 1968 et à Puebla, au Mexique, en 1979. Dans son thème principal, « L'Église dans l'actuelle transformation de l'Amérique latine à la lumière du Concile Vatican II » la IIe Conférence générale de l'Épiscopat latino-américain réunie entre le 24 août et le 6 septembre 1968, définit explicitement cet objectif. Medellín a fait ainsi une relecture de Vatican II à partir de la réalité de l'Amérique latine, un continent dans son ensemble démographiquement jeune, marqué par la pauvreté et l'injustice et où on devait faire renaître la foi et l'espérance.

Les trois parties de son document final – « Promotion humaine », « Évangélisation et croissance dans la

foi », « L'Église visible et ses structures » – réparties en seize chapitres avec des titres tels que : Paix, Éducation, Justice, Pastorale populaire, Pauvreté de l'Église, renouvellent l'engagement préférentiel de l'Église catholique en faveur des pauvres, tout comme ils traduisent et réaffirment les engagements de l'Église, émanant du Concile, dans le combat contre les injustices contemporaines : les séquelles du colonialisme, les conflits inhérents à la guerre froide, l'exploitation par le système capitaliste prééminent sur le continent.

Un tel positionnement rencontrera naturellement des difficultés et des oppositions. Et l'Église en Amérique latine, dans la période post-Medellín, s'est heurtée à des divergences internes et à des affrontements avec les gouvernements de cette époque. À l'ouverture de la conférence de Puebla, le pape Jean-Paul II lui-même, avait ouvert les travaux avec une prédication pastorale qui formulait trois dénonciations :

Premièrement, le Pape dénonce la « relecture » de la Bible qui prétend faire de Jésus un leader politique, un révolutionnaire ; deuxièmement, le Pape dénonce une nouvelle Église, l'Église populaire, qui est en train de naître et qui se dresse contre l'Église de toujours : l'Église populaire ; et troisièmement, le Pape dénonce un magistère parallèle qui s'oppose au magistère de la hiérarchie catholique. [14]

En réponse au discours du pape, les évêques de l'aile progressiste ont préparé un texte où ils se démarquaient des propos de Jean-Paul II. Ils affirmaient qu'il n'y avait pas en Amérique latine une Église dite populaire séparée de l'Église catholique, ils niaient l'existence d'un magistère parallèle en conflit avec les desseins de l'Église et plus encore, de la relecture de la Bible dénoncée par le Saint Père.

Après la manifestation des évêques progressistes, l'ambiance du dialogue souhaité est redevenue normale. Le document des évêques a finalement avalisé les principes fondamentaux définis à Medellín, et son analyse des défis mondiaux en a fait un document officiel de l'Église latino-américaine.

Mais, selon certains observateurs comme le théologien José Comblin, le document final aura une forme moins engagée [15]. Les instances internes de l'Église ont interféré et modifié le document, en présentant un texte qui amenuisait l'impact et les critiques envers les régimes militaires, et évitait des mots comme « libération ». Finalement, il en concluait : « Le miracle fut qu'à Medellín, le groupe le plus engagé fit prévaloir son témoignage prophétique. L'autre miracle a été qu'à Puebla, cette minorité put intervenir sur la moitié des textes approuvés » [16].

1.5. La Commission Justice et Paix et la défense des droits humains

Parmi les nombreuses initiatives de Dom Helder, celles qui concernent le plus directement sa lutte pour la défense des droits humains furent les actions pastorales sociales dédiées à la formation et à l'information des différentes couches de la population : la Pastorale familiale, la Pastorale des jeunes du milieu populaire, la Pastorale des prisonniers, la Pastorale des prostituées, parmi d'autres. Il convient aussi de souligner l'impulsion et la couverture données à l'Action catholique ouvrière, une organisation extrêmement active dans son domaine, avec son siège à Recife, et qui, en plus de ses propres activités, organisait des réunions et des rencontres avec d'autres entités.

Durant son épiscopat, il s'est investi dans la formation de nouveaux prêtres avec l'Institut de théologie de Recife (ITER), formation ouverte aux diocèses du Pernambouc et d'autres États du Nord-Est ainsi qu'aux collaborateurs des programmes pastoraux et aux personnes intéressées par la théologie, formation axée aussi sur des thèmes actualisés et discutés lors du Concile.

Avec une nouvelle méthodologie, et fonctionnant pratiquement comme une faculté, l'Institut offrait aux séminaristes la possibilité de vivre dans des communautés de la périphérie, de fréquenter des milieux différents, et tout particulièrement de désirer une autre manière d'être Église.

Peut-être l'initiative de la plus grande importance et répercussion a-t-elle été la création de la Commission Justice et Paix (CJP) de l'archidiocèse d'Olinda et Recife, à l'image de la Commission pontificale Justice et Paix. Cette initiative a découlé pratiquement de la nécessité d'aider les personnes – et leurs proches –, qui étaient emprisonnées ou recherchées par la répression militaire. En outre, le drame du manque de logements pour les plus pauvres provoquait les fameuses « invasions » (qui existent encore actuellement) et leurs répressions policières. La Commission Justice et Paix s'est occupée également d'aider et d'assister les plus démunis.

Malgré ses autres objectifs, la Commission a ainsi concentré la plus grande part de ses actions à ces deux problèmes, tous deux en rapport avec la répression : dans le domaine politique, la prison, la torture, l'assassinat de militants chrétiens, par les forces armées ; et dans le domaine social, l'assistance à ceux qui, dans leur lutte pour avoir un logement, étaient victimes de la police civile.

Il convient de souligner que l'influence de l'Église au niveau national aussi bien qu'international permettait à l'archidiocèse d'innombrables actions. La CJP disposait de sa propre équipe d'avocats et bénéficiait aussi de l'aide de stagiaires et de bénévoles dans le domaine juridique. Dom Helder disait que la CJP était « le bras politique de l'archidiocèse ».

[>> *Retour au sommaire*.]

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3370.
– Traduction de Gérard Panthier, avec la collaboration de José de Broucker.
– Source (portugais du Brésil) : PERNAMBUCO. Comissão Estadual da Memória e Verdade. *Prêmio Nobel da Paz : A Atuação da ditadura militar brasileira contra a indicação de Dom Helder Câmara*. « Cadernos da memória e verdade », vol. 4. Recife : Secretaria da Casa Civil do Governo do Estado de Pernambuco / Companhia Editora de Pernambuco, 2015, 234 p.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, le traducteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] NETO, Nagib Jorge. *Paulo Cavalcanti 100 anos*. Recife : CEPE, 2015, p. 6.

[2] MONTENEGRO, Antonio Torres ; SOARES, Edla de Araújo Lira ; TEDESCO, Alcides Restelli [dir.]. *Dom Helder, peregrino da utopia : Caminhos da educação e da política* [Dom Helder, pèlerin de l'utopie : chemins de l'éducation et de la politique]. Recife : Editora Universitária da UFPE, 2002, p. 37.

[3] Action sociale philanthropique développée par la Banque de la Providence, à Rio de Janeiro.

[4] Entité philanthropique pour la promotion humaine, créée par Dom Helder en octobre 1959 à Rio de Janeiro. Fondée aussi à Recife, elle a commencé à fonctionner en 1964.

[5] Camara, Helder. *Utopias Peregrinas* [Utopies pèlerines]. Recife. Editora Universitária da UFPE. 1993, p. 17.

[6] En fait, la première présentation de ce projet a été faite à Rome en 1950 – NdT.

[7] PILETTI, Nelson ; PRAXEDES, Walter. *Dom Helder Camara : Entre o poder et a profecia* [Dom Helder Camara : entre pouvoir et prophétie]. São Paulo : Ática, 1997, p. 194.

[8] COMBLIN José. « Espiritualidade de Dom Helder » [Spiritualité de Dom Helder]. Dans : MONTENEGRO, Antonio ; SOARES, Elda ; TEDESCO, Alcide [dir.]. *Dom Helder, peregrino da utopia* [Dom Helder, pèlerin de l'utopie], *op. cit.*, p. 37-38.

[9] Entre le 25 juillet et le 4 août.

[10] SERBIN, Kenneth P. *Diálogos na sombra : Bispos e militares, tortura e justiça social na ditadura* [Dialogues dans l'ombre : les évêques et les militaires, torture et justice sociale sous la dictature]. São Paulo : Companhia das letras, 2001, p. 98.

[11] Son ministère a duré un peu moins de 5 ans : entre le 28 octobre 1958 et le 30 juillet 1963, date de son décès.

[12] Ainsi nommé car il a été créé après une série de réunions et de célébrations dans les Catacombes de Rome.

[13] Une traduction française de ce document a été publiée par Dial (DIAL 3216, novembre 2012. http://www.alterinfos.org/5597) – NdT.

[14] COMBLIN, José. « Puebla e a opção pelos pobres ». Dans : IGREJA NOVA. *I Jornada Teológica do Recife*, Recife : [s. éd.], 1998, p. 63.

[15] COMBLIN, José. « Puebla e a opção pelos pobres », *op. cit.*, p. 63.

[16] *Ibid*., p. 69.